



## PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des  
Territoires et de la Mer

SCAU/BADS - Pôle de DIEPPE

Dieppe, le 12 novembre 2024

LR/AR n° 1A 209 079 8740 2

Nos réf. : PC 076 341 23 C0004 M01

Vos réf. :

Affaire suivie par : William MICHEL

Tél. : 02 76 78 32 78

Mél. : william.michel@seine-maritime.gouv.fr

Groupe Hospitalier du Havre  
55 bis rue Gustave Flaubert  
76600 LE HAVRE

# Bordereau d'envoi

Objet : PC 076 341.23.C0004 M01 - Groupe Hospitalier du Havre - Rehaussement d'un mètre du niveau de référence du bâtiment et la modification en toiture terrasse des locaux techniques - HARFLEUR

Désignation	nombre	observations
Ci-joint l'arrêté ACCORDANT le permis de construire modificatif signé par le Préfet + avis services consultés.		<b>Transmis pour ATTRIBUTION</b>

Enregistrement Courrier Entrant DITP

N° 118 Copie à : AS/MPG

Réponse à Faire : Oui ☐ Non ☐

A faire Par : \_\_\_\_\_ Signature de : \_\_\_\_\_

Echéance : \_\_\_\_\_

Classement : \_\_\_\_\_

La Responsable du Bureau des  
Autorisations d'Urbanisme,

Lydie PROUET

Copie : Mairie de HARLEUR



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**dossier n° PC 076 341 23 C0004-M01**

date de dépôt : 27 mai 2024 complété le 25 juin 2024

date d'affichage en mairie le :

demandeur : Groupe hospitalier  Havre,  
représenté par M. VITTECOQ Pascal

pour : le réhaussement de 1 mètre du niveau de  
référence du bâtiment et la modification en toiture  
terrasse des locaux techniques

adresse terrain : 29 avenue Pierre Mendès- France,  
à Montivilliers (76290)

## **ARRÊTÉ**

**accordant un permis de construire modificatif  
au nom de l'État**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre National du Mérite**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.111-2, L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023, nommant Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

Vu le décret du Président de la République en date du 16 juillet 2021, nommant Madame Béatrice STEFFAN secrétaire générale de la Préfecture de la Seine-Maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral n°24-050 en date du 20 septembre 2024, portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la Préfecture de la Seine-Maritime ;

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 27 mai 2024 complétée le 25 juin 2024 par le Groupe Hospitalier du HAVRE, représenté par Monsieur VITTECOQ Pascal demeurant 55 bis rue Gustave Flaubert, Le Havre (76600) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour le rehaussement de 1 mètre du niveau de référence du bâtiment et la modification en toiture terrasse des locaux techniques ;
- sur un terrain situé 29 avenue Pierre Mendès-France, à Montivilliers (76290) ;
- pour une surface de plancher créée de 9 668 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme en date du 13 mars 2017 ;

Vu le règlement y afférent et notamment celui de la zone UH ;

Vu le permis de construire initial n°076 341 23 C0004 accordé le 30 novembre 2023 ;

Vu les pièces complémentaires en date du 25 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire en date du 28 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable assorti de recommandations de la compagnie industrielle maritime (CIM) en date du 3 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité et d'accessibilité (ERP) en date du 16 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable assorti de conditions de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) en date du 19 juillet 2024 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Normandie (ARS) unité départementale de la Seine-Maritime en date du 22 juillet 2024 ;

Vu le rapport d'étude du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS) en date du 23 août 2024 ;

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH émettant un avis favorable en date du 29 août 2024 ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la SNCF (SNCF-DIT) direction immobilière territoriale des Hauts-de-France - Normandie en date du 24 septembre 2024 ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le permis MODIFICATIF est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous.

### **Article 2**

Les recommandations émises par la compagnie industrielle maritime (CIM) dans son avis du 3 juillet 2024 devront être respectées.

Les conditions émises par la DGAC dans son avis du 19 juillet 2024 devront être respectées.

Les prescriptions émises dans le rapport d'étude du SDIS en date du 23 août 2024 devront être respectées.

Les prescriptions émises par la SNCF-DIT dans son avis du 24 septembre 2024 devront être respectées.

### **Article 3**

Les prescriptions mentionnées dans le permis initial restent applicables.

Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis initial.

Fait à ROUEN, le

**08 NOV 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe



**Hélène HESS**

**NOTA BENE : Les eaux pluviales provenant des toitures devront être recueillies et gérées sur la propriété du pétitionnaire. Toutes précautions devront être prises afin que les eaux pluviales ne se déversent pas sur la propriété voisine.**

**Le demandeur prendra connaissance de l'avis ruissellement du Havre Seine Métropole en date du 23 juillet 2024 pour la gestion des eaux pluviales.**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

